



Arrêt de travail du 8 juin 2021

Prise de parole CGT

Bordes, le 8 juin 2021

Bonjour à tous,

Nous vous remercions d'avoir répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT - FO pour cet arrêt de travail.

Jeudi dernier nous étions nombreux, près de 1000 sur les trois sites, pour accompagner la délégation qui se rendait à la 3e réunion de négociation.

Cette réunion où devaient être présentés les contreparties du projet de la direction se résume en un concert de pipeau !

Dans cet exercice, M. Barrussaud s'est révélé être un virtuose !

Sur l'investissement tout d'abord:

Après avoir stoppé, gelé ou supprimé les investissements en 2020, investissements passés de 51 millions d'euros en 2019 à 20 million d'euros en 2020, la direction dit, dans le cadre de la cette négociation, vouloir faire des investissements sur des machines, centres d'usinage, fours et bancs d'essai.

Mais cet investissement était prévu avant cette négociation !!!

Avec un parc machine âgé de 27 ans en moyenne, les investissements pour renouveler des moyens de production font partie de la vie normale d'une entreprise.

La stratégie de la direction et donc de vous vendre ce que vous avait déjà acheté.

M. Barrussaud va jusqu'à ajouter la réfection de la toiture de l'îlot carter dans les investissements.

Pourquoi pas la peinture des bancs d'essais tant que nous y sommes !!!

Sur la re-internalisation de charge de travail :

Sur les 1 200 000 heures promises, nous n'en retrouvons que 80000 à la DI et 35000 à la DT. Pourtant les annonces précédentes faisaient état de 330000 heures.

Où sont les autres ?

Nos Directeurs sont meilleurs pour compter leurs stock-options que pour la charge de travail !!!

Pourtant, nous constatons que la re-internalisation est déjà amorcée. La crise affecte nos fournisseurs et certains sont en danger. Si SAFRAN en maintient quelques-uns à flots pour l'instant, ils savent déjà que des références leur seront enlevées. Nous retrouvons des situations qui ressemblent à celle que nous avons connue avec Piaggio pour les pièces du RTM322, les pales par exemple.

Sur les emplois enfin, on nous promet "jusqu'à 80 embauches".

Le "jusqu'à" définit le nombre maxi mais quel est le mini ? une ? deux ?

Depuis la signature de l'accord ATA, 250 personnes ont quitté notre entreprise, 160 en retraite et 90 dans d'autres circonstances. Dans ce même accord était prévu le recrutement de 300 jeunes diplômés.

A ce jour, aucun de ces recrutements n'a été réalisé à SAFRAN HE.

Nous avons entendu certains secteurs nous dire que si ça redémarre, il va manquer de bras.

Des embauches, il y en aura !

Et davantage si nous refusons le déplafonnement des heures supplémentaires !

Cette réunion a aussi été l'occasion pour les autres organisations syndicales de clarifier leur position.

Nous les avons rencontrés par la suite et sur la base des positions affichées, leur avons proposé de quitter la négociation. Pour des raisons qui leur sont propres et qu'elles sauront mieux vous expliquer que nous, elles ont décliné notre proposition.

Nous leur avons également proposé de se joindre à notre mouvement ou d'établir une base commune de revendication sur laquelle nous convergerions. Là encore, nous avons eu droit à leur refus.

Malgré nos efforts nous n'avons pas réussi, à ce jour, à étendre l'intersyndicale.

Au-delà des positions affichées aujourd'hui en défaveur d'une quelconque signature, nous savons qu'une pression importante sera exercée à l'approche de la dernière réunion sur les DSC et leurs adjoints.

En 2000, pour la signature de notre accord RATT, la réunion de négociation commencée le vendredi s'était terminée le dimanche vers 2h du matin.

Nous savons aussi qu'une mobilisation importante des salariés permet, d'une part de faire baisser la pression de la direction et d'autre part d'apporter un soutien important aux DSC et à leurs adjoints dans de telles circonstances.

C'est pour cette raison que la CGT, à l'issue de la réunion de ses trois syndicats de Bordes de Tarnos et Buchelay, vous propose de continuer la mobilisation.

Nous nous appuyons sur la consultation qui a été lancée le premier juin et à laquelle 750 personnes ont répondu à ce jour.

Les éléments de contexte apportés par la direction, compétitivité et taux horaire, n'ont pas convaincu. Sur les 6 thèmes de la négociation, chacun recueille un taux de rejet supérieur à 85 %. Enfin 96 % des salariés estiment que le temps de travail n'est pas le problème de notre entreprise.

Nous vous ferons une restitution plus complète à l'occasion de l'arrêt de travail que nous vous proposons jeudi. Pour aller plus loin dans cette démarche, nous vous proposons le lancement d'une pétition.

Nous pouvons d'ores et déjà vous dire que les lignes bougent et que nous avons perçu les premiers effets de la mobilisation de jeudi dernier.

Dès vendredi les managers étaient réunis par la hiérarchie pour se voir prodiguer les éléments de langage à diffuser à leurs équipes.

Face à cela nous devons mettre les moyens pour aller contre ce projet et conserver notre accord RATT de 2000.

Chacun de nous doit pouvoir apporter la contradiction aux éléments de langage de la direction.

Chacun de nous doit convaincre ses collègues du bien fondé de notre action.

Chacun de nous doit convaincre ses collègues de participer à la mobilisation.

Merci pour votre attention